

Bureau du greffier

PROVINCE DE QUÉBEC  
COMTÉ DE LAVIOLETTE  
VILLE DE LA TUQUE

**EXTRAIT** du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal, tenue le **1<sup>er</sup> octobre 2012**, sous la présidence du maire, monsieur Normand Beaudoin.

**DEMANDE AU MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC / RÉVOCATION D'UNE PERMISSION DE VOIRIE – VOIE DE CONTOURNEMENT**

**ATTENDU** que les membres du conseil municipal de la Ville de La Tuque ont adopté unanimement une résolution lors de l'assemblée ordinaire tenue le 17 juillet 2012, demandant au ministère des Transports du Québec (MTQ) d'enregistrer une servitude de nonaccès le long de la voie de contournement, tel que précisé à l'intérieur du rapport du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) déposé en août 2004;

**ATTENDU** qu'une rencontre à ce sujet s'est tenue à l'hôtel de ville le 19 septembre 2012 avec le directeur régional de la Mauricie – Centre du Québec du MTQ, monsieur Jean Douville;

**ATTENDU** que le MTQ nous confirme qu'une permission de voirie a été octroyée le 10 août 2012 à une personne morale, lui permettant ainsi la construction d'un accès au chaînage 6 + 545 de la voie de contournement (route 155);

**ATTENDU** que des audiences publiques ont été tenues à La Tuque au printemps 2004 concernant le projet de contournement de la ville de La Tuque;

**ATTENDU** que la Ville de La Tuque, dans son mémoire déposé en juin 2004 dans le cadre des audiences publiques sur le projet, a demandé de maintenir une servitude de nonaccès associée à la voie de contournement;

**ATTENDU** que la Chambre de commerce et d'industrie du Haut-Saint-Maurice mentionne à l'intérieur de son mémoire déposé en juin 2004 : « À travers cette démarche, les points essentiels identifiés sont : [...] l'interdiction de construire quoi que ce soit en bordure du nouveau tracé ; l'importance de contrôler l'étalement commercial aux extrémités du contournement »;

**ATTENDU** que le Comité de développement commercial soutient également, à l'intérieur d'un mémoire, l'interdiction de développer aux abords de la voie de contournement ainsi qu'aux extrémités;

**ATTENDU** que le rapport d'enquête et d'audiences publiques de la commission chargée d'examiner le projet de contournement de la ville a été rendu public en août 2004;

**ATTENDU** qu'au terme de cette consultation publique et de son analyse, la commission mentionne à l'intérieur de son rapport, à la page 1 : « Il y aurait servitude de non-accès tout au long du tracé. », à la page 44 : « Selon le ministère des Transports du Québec, le projet de contournement de la ville de La Tuque permettrait de réduire le nombre d'accidents routiers. Cette réduction serait attribuable à une géométrie plus appropriée pour le trafic de transit ainsi qu'à la servitude de non-accès sur la voie de contournement projetée, réduisant d'autant le nombre de points de conflits. », à la page 75 : « Le promoteur entend établir une servitude de non-accès le long de la voie de contournement projetée, afin d'en assurer la fluidité et la sécurité. », à la page 76 : « Avis 21 – La commission est d'avis que l'étalement commercial et le déplacement des pôles commerciaux doivent être limités le long de la voie de contournement projetée afin de ne pas nuire d'avantage aux commerces de transit en place. »;

**ATTENDU** que ce conseil municipal réitère au MTQ l'importance de maintenir une non-accessibilité à la voie de contournement;

**EN CONSÉQUENCE, IL EST :**

**VLT-2012-10-258      PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER ROCH LEPAGE  
APPUYÉ UNANIMEMENT**

**ET RÉSOLU :**

**QUE** ce conseil municipal demande au ministère des Transports du Québec de respecter ses engagements et de révoquer la permission de voirie octroyée le 10 août 2012 à une personne morale, lui permettant ainsi la construction d'un accès (BEX 477) au chaînage 6 + 545 de la voie de contournement (route 155);

**QUE** ce conseil municipal demande également au ministère des Transports du Québec qu'aucune autre permission de voirie pour la construction d'un accès à la voie de contournement (route 155) ne soit octroyée à la personne morale, suite à la révocation de l'autorisation octroyée le 10 août 2012 (BEX 477 au chaînage 6 + 545).

**QUE** ce conseil municipal demande au ministère des Transports du Québec de refuser toute demande actuelle ou qu'il pourrait recevoir en ce sens.

**QUE** ce conseil municipal réitère sa demande au ministère des Transports du Québec de maintenir, sur l'ensemble du corridor de la voie de contournement, une zone de nonaccès à la voie publique en privilégiant uniquement l'utilisation des voies existantes, afin d'éviter la création de nouveaux chemins donnant accès à la voie.


**QUE** copies de cette résolution soient transmises à monsieur Sylvain Gaudreault, ministre des Transports du Québec, à madame Julie Boulet, députée de Laviolette, et à monsieur Jean Douville, directeur régional de la Mauricie – Centre du Québec du ministère des Transports du Québec.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

---

Signé : Normand Beaudoin  
Maire

**VRAIE COPIE CONFORME**

  
Jean-Sébastien Poirier  
Greffier

Jean-Sébastien Poirier  
Greffier